

Questions orales

ciations avec les câblodistributeurs pour assurer la distribution de RDI. Je me tiens au courant des négociations, elles vont bon train, donc nous devrions voir le service RDI implanté au début de l'année prochaine.

Mme Suzanne Tremblay (Rimouski—Témiscouata, BQ): Justement, monsieur le Président, puisque le ministre est bien mis au courant, ma question complémentaire concerne les câblodistributeurs. Le ministre peut-il me confirmer s'il est fondé ou non que les câblodistributeurs exigent dès maintenant une diffusion gratuite de ce service pour les trois premiers mois suivant son entrée en ondes?

L'hon. Michel Dupuy (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, je ne me mêle pas de négociations entre Radio-Canada et les câblodistributeurs. J'attends les résultats. À ce moment-là, nous verrons si le CRTC donnera suite à la demande de Radio-Canada de rendre la distribution obligatoire.

* * *

[Traduction]

L'AGRICULTURE

M. Jake E. Hoeppner (Lisgar—Marquette, Réf.): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

Un rassemblement est organisé aujourd'hui, dans sa ville natale, par les agriculteurs qui veulent avoir plus de latitude pour commercialiser leur grain. Le ministre pourrait-il expliquer à la Chambre pourquoi il a décidé de ne pas être présent pour écouter ces agriculteurs?

• (1455)

L'hon. Ralph E. Goodale (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, le député ne relate qu'une partie des faits. En réalité, deux rassemblements ont lieu à Regina aujourd'hui: un à l'appui du point de vue qu'il défend, et l'autre à l'appui du point de vue contraire. Le député devrait être un peu plus impartial.

On m'a invité à participer à l'une de ces rencontres. J'ai dit que, parce que la Chambre siégeait, que le Cabinet se réunissait aujourd'hui et que l'ordre du jour était chargé par rapport aux intérêts agricoles, il me serait impossible d'être à Regina aujourd'hui.

J'ai toutefois dit à ceux qui m'ont invité que je suis disposé à rencontrer leurs représentants à un moment qui conviendra aux deux parties et que, s'ils me faisaient parvenir le compte rendu de leur rencontre, je serais très heureux d'en prendre connaissance.

M. Jake E. Hoeppner (Lisgar—Marquette, Réf.): Monsieur le Président, je trouve cela paradoxal. Chaque fois que je lui pose une question à la Chambre sur l'attribution des wagons ou le mauvais rendement des sociétés ferroviaires, le ministre me dit qu'il a consulté tous les intéressés.

Le ministre considère-t-il que les agriculteurs ne font pas partie des intéressés? Pourquoi ne les écoute-t-il pas aujourd'hui?

L'hon. Ralph E. Goodale (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, cette question concerne certains agriculteurs. Dans le débat très important sur les modes de commercialisation du grain, j'ai l'intention d'écouter attentivement tous les agriculteurs et je conseillerais au Parti réformiste de faire de même.

* * *

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway, NPD): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État chargé de la région Asie-Pacifique et porte sur la visite prochaine du premier ministre en Chine comme chef d'une délégation commerciale.

J'ai devant moi un document qui a été rédigé par le vice-président de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada et qui fait état de très nombreuses violations des droits de la personne. . .

Le Président: À l'ordre. Je demanderais au député de poser sa question sans l'aide de ce document. Que le député pose sa question.

M. Robinson: Monsieur le Président, le secrétaire d'État donnera-t-il l'assurance aux Canadiens que le premier ministre soulèvera publiquement et vigoureusement le problème des droits de la personne de même que la question des ventes d'armements et des essais nucléaires de la Chine pendant sa visite dans ce pays le 4 novembre prochain?

L'hon. Raymond Chan (secrétaire d'État (Asie-Pacifique), Lib.): Monsieur le Président, je voudrais remercier le député de sa question.

Les droits de la personne constituent en fait un élément très important de la politique étrangère du Canada. Sur toutes les tribunes possibles, dans toutes les institutions multilatérales, le Canada n'a jamais manqué de prendre très fermement position sur la question des droits de la personne.

Cependant, nous ne pensons pas que la confrontation soit la meilleure façon de procéder. En coulisse, le Canada a participé à une foule de programmes traitant des droits de la personne en Chine, notamment, par l'entremise de l'ACDI, par des projets communs et par des discussions visant à sensibiliser le gouvernement chinois à ce problème.

* * *

L'EMPLOI

M. Gurbax Singh Malhi (Bramalea—Gore—Malton, Lib.): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire parlementaire du ministre du Développement des ressources humaines.

Comme on peut le lire dans le livre vert sur la réforme de la sécurité sociale, en cette époque où la technologie et le milieu de travail sont en constante évolution, la formation est essentielle lorsqu'on veut trouver et garder un emploi.